

traduction Françoise Lopez

Bonsoir, députés et députées de cette Assemblée Nationale souveraine qui, ces mois-ci, va achever sa période législative de 5 ans. Je veux féliciter tous et toutes les députés pour leurs efforts pendant presque 5 ans pour défendre la stabilité de notre Patrie, de l'union nationale, des grands intérêts dans toutes les conjonctures que nous avons vécues... Cette législature sera inoubliable à cause du rôle que vous avez joué dans la défense de la stabilité, de la paix, de la souveraineté.

Cher camarade Diosdado Cabello Rondon, président de l'Assemblée Nationale et de sa direction, Elvis Hidrobo Amoroso, Tania Diaz, vice-président et vice-présidente respectivement, (...)

Excusez-moi d'être arrivé quelques minutes en retard mais j'ai eu une très bonne conversation avec le Premier Ministre de Grèce Alexis Tsipras, une bonne et longue conversation avec le camarade Alexis Tsipras. Et je lui ai transmis au nom de tout le peuple du Venezuela, des peuples de l'ALBA, des félicitations pour l'aventure qu'ils sont en train de vivre, la journée historique qu'ils sont en train de vivre et qui donne de grandes leçons au monde à venir.

Le peuple grec a été soumis, comme je l'ai dit lors de cette conversation au Premier Ministre, Tsipras, à une guerre que seuls nous-mêmes connaissons, intense, brutale, barbare par neuf médias télévisés. On leur a fermé les supermarchés, les stations-service - toute ressemblance avec notre réalité n'est pas une coïncidence - une guerre économique, ils ont fermé les banques et la guerre continue.

J'ai lu en venant ici des déclarations du gouvernement espagnol, vraiment inouïes. Ils ne croient pas dans les peuples, ils méprisent les peuples du monde. Le peuple grec a parlé avec une voix de géant: 61% d'hommes et de femmes ont vaincu la campagne de peur et ont fait un pas de dignité, de courage que nous seuls pouvons apprécier parce que nous sommes un peuple qui a affronté courageusement toutes les guerres qu'ils nous ont faites.

Ainsi, je viens avec l'âme regonflée de courage, d'optimisme pour l'avenir de l'humanité et de notre Patrie, je viens avec l'âme regonflée par ce leader, ce jeune leader, il a à peine 40 ans.

Un salut aux députés et députées de l'opposition, de la MUD, qui sont présents, un salut respectueux.

Alexis Tsipras est né le 28 juillet 1974, il est de gauche, un homme de 40 ans à peine, et des leaders vont surgir qui n'appartiennent pas à des groupes, à des groupes économiques. C'est la grande différence de la grande majorité de ceux qui prennent les décisions ici au Fonds Monétaire International, à la Banque Centrale Européenne et dans les instances de l'Union Européenne, que tous, toutes sont des otages du capital financier, de la bourgeoisie financière la plus rance et néo-libérale qui ait existé ces 50, 60 dernières années en Europe, qui a pour but de détruire l'Etat de bien-être social et d'imposer un modèle barbare, sauvage.

Ce sont des événements, comme dirait Walter Martinez, en plein développement.

Chers compatriotes, un salut à tout le Venezuela. Cette intervention que je suis venu faire ici, devant le Pouvoir Législatif de la Patrie, le Pouvoir Législatif de notre Patrie, notre

Assemblée Nationale, a pour but de lancer un appel, de convoquer notre peuple et toutes les institutions de notre pays, de les convoquer à une lutte pour mettre les choses en place du point de vue historique au moment où notre patrie, comme je l'ai dénoncé ces dernières semaines, a été soumise à de nouvelles formes de harcèlement, d'agression et où se préparent en coulisses et un peu au-delà, publiquement et ouvertement, des provocations qui pourraient affecter gravement la paix de notre pays et de notre région.

J'avoue qu'avec un ensemble d'études des thèmes de l'Esequibo et des thèmes géostratégiques, géopolitiques de notre région, nous avons été et j'ai été plongé dans tous ces sujets qui, d'une certaine façon, malgré le temps, n'ont pas fait partie de l'ordre du jour public de notre pays. Peut-être si nous posions des questions aux jeunes et aux moins jeunes sur la spoliation de l'Esequibo au XIX^e siècle, sur le Traité de Paris et la façon dont la Doctrine Monroe a été imposée pour spolier notre pays de l'Esequibo, peu pourraient répondre à certaines questions de base sur le déroulement de cette histoire qui a été comme une blessure dans le coeur de la patrie pendant plus de 2 siècles et maintenant a été prise comme sujet de provocation irritante contre la dignité du peuple vénézuélien.

Comme je le dis, le Venezuela de ce XXI^e siècle incarne en premier lieu l'idéal de l'union latino-américaine et caribéenne. Si quelque chose caractérise le Venezuela du XXI^e siècle, c'est une immense conscience du respect envers les peuples des Caraïbes et d'Amérique Latine en tant que peuples frères. Ce n'est pas par hasard que nous avons été les architectes et les acteurs de la construction du nouveau système d'organisations régionales sur le continent: Petrocaribe, l'ALBA, l'UNASUR, la CELAC, ce n'est pas par hasard que nous avons participé activement à d'autres organismes plus traditionnels comme le CARICOM, le SICA, ce n'est pas par hasard que nous insistons de façon presque obsessionnelle face à mille provocations, jusqu'à ce que soit approuvée notre entrée au MERCOSUR comme membre de plein droit.

Notre engagement, notre peuple le sait, les peuples frères d'Amérique Latine et des Caraïbes le savent, a été pour la coopération, pour la paix, pour l'intégration, pour l'union, pour le respect, pour la résolution des conflits par la voie du dialogue, pour le dépassement des conflits par la voie du droit international et la priorité de la politique extérieure de la Révolution Bolivarienne et souvent, si on prend comme référence les traditions historiques des XIX^e et XX^e siècles de notre politique extérieure, a été d'impulser la construction d'une solide base de compréhension, de respect, de confiance entre les peuples, entre les gouvernants, sans dédaigner ni laisser de côté les problèmes et les différends mais en les abordant avec une nouvelle méthode de diplomatie de paix.

Nous avons discuté ces jours-ci avec plusieurs premiers ministres des Caraïbes et nous avons insisté sur cela parce qu'il y a une grande et grave campagne, frères et soeurs de notre patrie, une grave campagne qui encourage la haine, la défiance, faisant la promotion d'éléments négatifs sur le caractère et l'être vénézuélien, sur l'histoire du Venezuela, sur la tradition libertaire du peuple de Bolivar, des campagnes de plusieurs millions dans les Caraïbes, dans tous les pays des Caraïbes, en Colombie, des campagnes qui se perdent de vue en essayant d'installer dans l'être collectif de ces patries soeurs des éléments de défiance, de revanchisme, de haine qui pourraient justifier à un certain moment l'escalade d'un ensemble d'événements contre notre pays. Alors, je viens dénoncer cela, président et député Diosdado Cabello, devant toute l'Assemblée Nationale.

Il y a une opération politique, diplomatique, médiatique, économique contre le Venezuela pour mettre en place dans notre région une opération tenace contre le Venezuela bolivarien et essayer de créer des conflits de haute intensité. Il y a à peine quelques mois,

j'étais ici, le 10 mars, un jour avant le président Barack Obama des Etats-Unis avait signé un décret qui, aux dires du gouvernement des Etats-Unis lui-même, comme nous l'avons dénoncé à cette tribune, un décret disproportionné qui qualifiait le Venezuela de danger, de menace pour la sécurité des Etats-Unis. Après un grand débat sur le continent, après un grand débat au Venezuela, après un grand soutien et une grande union du peuple vénézuélien, nous avons obtenu en Amérique Latine et dans les Caraïbes que le président Barack Obama reconnaisse que le Venezuela n'était pas une menace et n'est pas une menace pour les Etats-Unis d'Amérique du Nord.

Plus de 11 millions de Vénézuéliens, de Vénézuéliennes, au-delà des différences partisans, idéologiques, politiques, sociales, sont sortis pour soutenir pendant le mois de mars et une partie du mois d'avril... Quand le 10 avril j'arrivai au Sommet de Panama, j'amenai votre force, plus de 11 millions de compatriotes et on a vu ce que signifie et a signifié cette force spirituelle de notre patrie, on a vu ce qu'a signifié qu'en à peine un mois, le Venezuela atteigne quelque chose que certains commentateurs, certains journalistes sportifs pourraient qualifier de record du monde: en un mois, le Venezuela a atteint un record du monde: que le président des Etats-Unis lui-même ne reconnaisse pas le décret qu'il a signé et que débutent les démarches diplomatiques pour rechercher la paix, le respect, la compréhension. Les démarches diplomatiques ont commencé.

Il faut le reconnaître, le courage aussi du président Obama en déclarant ce qu'il a déclaré et en faisant le pas de se rapprocher, de nous tendre la main, de discuter et à partir de là, d'installer une voie diplomatique qui, grâce à Dieu et à la Vierge, comme on dit en Orient, fonctionne très bien, frères de la MUD, frères du Grand Pôle Patriotique, la voie des Etats-Unis fonctionne très bien.

Il y a un an, au milieu des fameuses "guarimbas", j'avais lancé un ensemble d'initiatives de paix, internes et internationales et j'avais nommé en tant que chef d'Etat, au nom de tout notre Venezuela le camarade Diosdado Cabello Rondon chef d'une équipe diplomatique, politique. Un an plus tard, après avoir passé tout ce que nous avons passé, supportant la situation à bout de bras, toujours avec la vérité, en Haïti, il y a à peine une semaine, s'est installée officiellement la voie diplomatique avec notre chancelière, la camarade Delcy Rodríguez.

Les relations avec les Etats-Unis sont difficiles, très difficiles. C'est un empire, au-delà du président Obama, c'est un empire qui cherche à gouverner le monde, à nous dominer, qui a posé les yeux sur l'immense richesse en pétrole, en gaz, du Venezuela. Où il y a une richesse pétrolière, ils y vont, leurs intérêts y vont, leur pouvoir y va. De plus, ils ont la sérieuse et absolue volonté de démolir et de renverser l'exemple que représente en Amérique Latine et dans le monde la Révolution Bolivarienne et socialiste du XXI^e siècle qui s'est mise à cheminer depuis le Venezuela, d'abord de la main du commandant Chavez et maintenant sous la conduite de cet humble ouvrier qui est ici devant vous.

Union nationale, intérêt géo-économique, le pétrole, je pense que personne ne pourrait nier cela, intérêt géo-politique, géo-idéologique, pourraient dire les planificateurs, ceux qui étudient ce sujet, le professeur Pompeo, géo-idéologique, géostratégique et géopolitique, de détruire cet exemple de dignité, d'indépendance qui a permis de dynamiser une nouvelle Amérique Latine qui est née, de nouvelles Caraïbes. Ils veulent les démembrer. C'est pourquoi ils attaquent le camarade Rafael Correa, un leader de notre nouvelle Amérique Latine, président de la CELAC, pour arrêter son impulsion, ses avancées, son prestige, sa force morale, ses orientations.

C'est pourquoi tant d'attaques envers la Révolution Bolivarienne qui selon les calculs du Pentagone, de la CIA, de la NSA, ne survivrait pas je ne sais pas combien de temps, une semaine, un mois, ne survivrait pas à décembre 2013. Je crois que si quelque chose est important, camarades, majors généraux et amiraux, chefs régionaux de la défense intégrale, des REDI, un applaudissement pour ces hommes qui sont dans les rues chaque jour, les leaders militaires de la patrie, les vice-ministres de la défense.

La patrie a un énorme prestige militaire. Merci, frères, si une chose est importante, j'en parlais, moi personnellement, avec l'envoyé spécial du président Obama et je l'ai transmis à notre camarade Diosdado et à la chancelière en Haïti et dans les prochaines réunions qui sont planifiées pour les prochaines semaines, c'est qu'ils nous reconnaissent, que le Venezuela soit reconnu comme une réalité, diverse, oui, mais je crois que personne ne peut continuer à mésestimer l'existence d'un puissant mouvement populaire, d'un puissant mouvement de masse qui a pris le drapeau de Bolivar et qui s'identifie avec le drapeau du chavisme comme force essentielle, majoritaire, qui traverse tout le pays d'un bout à l'autre où vous rencontrez une expression humaine, culturelle, de la beauté que nous sommes. 19 élections, j'ai dit au président Obama à Panama, vous dites une force politique en ce monde, en Europe, en Afrique, en Asie, qui d'abord ait fait 19 élections et ensuite qui ait gagné 18 d'entre elles par la voie royale et qui ait perfectionné le système électoral jusqu'à un point qui est objet d'admiration pour les techniciens spécialisés, les leaders politiques d'autres endroits du monde et d'autres idéologies.

Il est certain qu'avec la diplomatie de paix et avec la vérité, nous arrivons à bâtir un puissant mouvement national et international qui a neutralisé ce qui était une escalade à partir du décret du 9 mars, une escalade. Maintenant, nous connaissons beaucoup mieux la portée des mesures postérieures qu'ils pensaient activer contre le Venezuela à partir de ce fameux décret. Ils n'allaient pas faire de différence si son petit coeur était rouge-rose ou d'une autre couleur, il allait le toucher de la même façon. Ces mesures ne font pas de distinction, comme les bombes qu'ils ont lâchées sur Bagdad, ou qu'ils ont lâchées sur Tripoli ne font pas de distinction, ils ne font pas de distinctions de personnes.

Quand un empire lance la force brutale qu'il possède contre un pays, il ne fait pas de distinctions, il détruit, contrôle, domine, soumet, met à genoux, humilie. C'est ce que nous avons évité et nous continuerons à l'éviter pour que la Révolution Bolivarienne et la vie politique, sociale et économique du pays continue en paix. Notre but est la paix, notre victoire est et doit être toujours la paix, la paix de la nation, la paix de la région, l'union de la région, l'union nationale.

Maintenant que nous avons réussi à contrôler cette menace, à la dissiper partiellement, à la neutraliser, d'autres menaces différentes ont été activées, mais je crois, je crois, compatriotes, mesdames et messieurs les magistrats qui êtes au grand complet, la salle pleine, procureur, Pouvoir Moral, Pouvoir Electoral, Pouvoir Judiciaire, ministres, leaders politiques des différents partis qui donnent vie à la société vénézuélienne, le scénario qui a été monté avec la complicité d'importants secteurs politiques et économiques de la République Coopérative du Guyana contre le Venezuela est un scénario grave, dangereux, qui doit être dissipé par l'union nationale, qui doit être neutralisé et le Venezuela doit continuer à élever avec plus de force que jamais la réclamation juste sur l'Esequibo par les voies du droit international et le reconquérir par la voie de la paix.

A cause de cela, mon premier mot et mon premier appel est un appel à l'union nationale, hommes et femmes de cette patrie. C'est un sujet qui déchaîne les passions. Et j'appelle à un débat. A la Commission de Politique Extérieure, en session plénière de l'Assemblée

Nationale, dans les universités, dans les académies, j'appelle à un débat qui revitalise ces sujets.

Personne ne pourra jamais penser qu'à la tête de notre pays ou que notre peuple, nous sommes des leaders ou un peuple de troglodytes. Il n'y a pas une goutte de sang dans ce sang qui coule ici, de nous, les Vénézuéliens, qui ait jamais été consacré à piller ou à voler un peuple de ce monde ni à la bombarder. Dans ce sang qui coule ici coule le sang de libérateurs, d'hommes qui ont donné leur sang pour la liberté d'autres peuples! Et nous ne pouvons pas accepter qu'on nous accuse d'être un peuple agresseur, un peuple pro-impérialiste. Pour rien au monde. Nous ne pouvons pas l'accepter.

Vous savez qu'il faut avoir beaucoup de patience, beaucoup de hauteur pour accuser, digérer et ne pas vomir quand on lit et entend les déclarations qui ont été faites contre le Venezuela, contre notre histoire, contre notre peuple, l'actuel président de la République Coopérative du Guyana, des déclarations à vomir! hautement insultantes pour la dignité d'un peuple de héros, d'un peuple de libérateurs! C'est le peuple de Bolivar!

Toute une opération de provocation a été montée. Derrière cette opération, il y a Exxon Mobil et les intérêts du lobby pétrolier relatif à l'armement qui influence de manière décisive le Pentagone et tous les plans de l'empire des Etats-Unis. Une provocation que nous allons contenir, dissiper par les voies diplomatiques et à partir de cette provocation, devant la réaction ferme que j'ai eue face au Gouvernement du Guyana en privilégiant les méthodes diplomatique et politiques, une campagne a crû, qu'il n'y a pas de mots pour définir. Si nous disions les choses brutalement, nous serions en-dessous de la vérité en évoquant notre pays presque comme un pays impérialiste qui prétend piller le Guyana, qui prétend dépouiller nos frères des Caraïbes.

Qui peut être derrière une campagne aussi puissante? Où sont investies tant de ressources? Qui peut être derrière une campagne qui cherche un grand conflit politico-diplomatique et qui monte à d'autres niveaux? Qui peut le chercher? Qui peut tirer des bénéfices d'un conflit, d'un affrontement au plus haut niveau entre des pays frères?

Le peuple du Guyana est un peuple noble. Nous connaissons le peuple du Guyana, c'est un peuple combattant. Il est le résultat du métissage de peuples amérindiens, de peuple afro-descendants, de peuples d'origine hindoue, de l'Inde, une combinaison de métissage d'un peuple noble, travailleur, pacifique, à qui pendant des décennies, des décennies, on a injecté le pire pour qu'il ressente le mépris, la peur, la haine envers le peuple du Venezuela pour qu'il ne connaisse pas et ne reconnaisse pas un peuple vertueux, plein de noble spiritualité comme notre peuple, un peuple qui a été capable de se battre pour la liberté de ce continent et pour sa propre liberté, encore et encore. Une campagne qui a fait des déclarations, elle les a faites ici, grandement insultantes envers notre peuple.

Dès le premier instant où ont surgi et ont été montées en épingle les déclarations qui manifestaient la défiance et transmettaient un message non conforme à la vérité, pour parler en termes diplomatiques... Je suis obligé au-delà de la passion, de la douleur et de l'indignation que me fait éprouver et nous font éprouver ces déclarations insultantes, cette attitude provocatrice, je suis obligé en tant que chef d'Etat et de Gouvernement, à la tête de notre patrie, de rester calme pour dissiper et neutraliser le scénario qui est en marche et prétend s'installer.

Mais je veux que vous sachiez, vous, messieurs les députés, mesdames les députées, pouvoirs publics présents, que depuis le moment même où s'est installé le nouveau

Gouvernement du Guyana, depuis le premier jour de la présidence de monsieur David Granger, j'ai envoyé l'ambassadrice de la République Bolivarienne du Venezuela elle-même à Georgetown pour tenter un dialogue direct, franc. Je l'ai fait une, deux, trois fois. J'ai même envoyé à Georgetown un envoyé présidentiel: le conseiller en politique internationale, maître Raúl Li, un jeune Vénézuélien expert en ce qui concerne les Caraïbes et en droit international et il y a plusieurs semaines, il a eu personnellement une entrevue avec de hauts personnages du Gouvernement actuel du Guyana.

Combien de semaines a ce gouvernement? 5 semaines. Ce gouvernement qui est aujourd'hui à la tête de notre République Coopérative soeur du Guyana est un gouvernement qui est arrivé au pouvoir à un moment critique pour la société et la politique guyanaise et Exxon Mobil a eu une très grande influence dans sa candidature, sa campagne et son arrivée à la présidence du Guyana.

Depuis le premier jour, sachant d'où viennent les provocations, j'ai fait tous les efforts, tous les efforts, chers frères des Forces Armées, pour chercher à dissiper à temps et d'avance par les mots et la vérité ce que nous savions par des informations politiques et du renseignement: qu'un ensemble d'actions allaient être mises en marche contre le Venezuela.

En ravivant la réclamation historique du Venezuela pour le vol de l'Esequibo, une longue histoire comme vous le savez, et comme je crois que nous devons faire un effort pour que de plus en plus de Vénézuéliens et de Vénézuéliennes soient bien informés de ce que fut cette spoliation et de l'évolution de l'histoire au XIX^e siècle, au XX^e et aujourd'hui au XXI^e siècle.

Ce n'est pas faute d'initiatives diplomatiques ni de dialogue que les déclarations anti-vénézuéliennes se sont déchaînées parce que quand ils parlent de cette façon, ils ne le font pas contre le président Maduro, ils le font contre tout le Venezuela. ils le font contre l'histoire, contre notre peuple. Mais effectivement, tout cela fait partie d'un plan de provocation qui a le ferme soutien, le financement des transnationales du pétrole, d'Exxon Mobil, et le ferme soutien d'importants lobbys du pouvoir à Washington et dans les agences du pouvoir états-unien, y compris le Pentagone.

Un plan de provocation, frères et soeurs, a été activé contre le Venezuela, et c'est notre devoir de manifester l'union la plus ferme de la nation vénézuélienne pour envoyer un message clair qui nous permette de vaincre ces scénarios de violence, de confrontation, de conflit qui ont été activés de l'étranger contre notre pays.

Regardez comment on y fait allusion. J'ai essayé de chercher des références, professeur, camarades historiens, je ne sais pas si Pedro Calzadilla est aussi ici, le Centre National d'Histoire, j'ai essayé de chercher des références et je n'ai trouvé aucune déclaration de cette sorte depuis 1966 quand l'empire britannique a concédé l'indépendance au Guyana jusqu'à nos jours et je ne les ai pas obtenues. Il y avait des moments de déclarations dures mais jamais de cette façon méprisante, raciste même contre notre peuple.

Le président du Guyana a dit, il y a quelques jours à peine devant la CARICOM: "Le Guyana, à l'approche du 50^e anniversaire de son indépendance (l'année prochaine 2016), a encore un singe sur son épaule (en parlant du Venezuela). Cette charge est le poids insupportable d'une réclamation oppressive et insultante sur nos espaces terrestres et maritimes (dit-il en ne reconnaissant pas l'Accord de Genève). La frontière du Guyana avec le Venezuela a été fixée il y a 116 ans, elle fut déterminée, définie, délimitée, par des

arbitres internationaux...", j'ajoute dans un traité appelé le Traité de Paris de 1899, que le Venezuela a considéré et que nous considérons comme nul et qu'on a imposé à notre pays avec la Doctrine Monroe. Nous le déclarons une fois de plus, le Traité de Paris pour le Venezuela est nul, nul.

Et la réclamation historique de notre pays doit être respectée. Non seulement il ne reconnaît pas, dans ce cas, en soutenant les vieilles thèses de l'empire britannique mais plus loin, il dit: "Tout Etat qui systématiquement, cyniquement et infatigablement cherche à rejeter les accords internationaux, solennels et à briser la souveraineté d'un autre Etat doit être condamné. La République du Venezuela, ces 50 dernières années, est redevenue réactionnaire et de plus en plus agressive."

C'est la campagne systématique de la presse, la radio, la télévision, le matin, l'après-midi, le soir, au Guyana, dans l'autre, dans l'autre, tous les jours. C'est une campagne d'intrigues, de haine. Son but est de nous diviser, c'est de nous amener à un conflit de haute intensité pour détruire l'union des Caraïbes, l'union de l'Amérique Latine qui a coûté tant d'efforts pendant plus d'un siècle dans notre région. Et d'amener la guerre à nos frontières, sur notre terre, c'est le but suprême, le plus important, de cette stratégie qui s'est déchaînée depuis Exxon Mobil et le Pentagone à travers ce président otage d'Exxon Mobil qu'a la République Coopérative du Guyana.

Ce n'est pas rien, messieurs de l'opposition, ce n'est pas rien parce que je vois soudain des visages déçus. Je suis venu vous demander votre soutien aussi parce que c'est la patrie du Venezuela qui est en jeu, c'est la paix du Venezuela qui est en jeu, c'est la souveraineté de notre patrie qui nous appartient à tous.

Ceci n'est pas une question d'élections, ceci n'est pas une question de couleurs, ceci n'est pas une question de partis, ceci concerne la nation toute entière. Ceci est un sujet que je mets à part de la confrontation politique intérieure, que je mets à part de la confrontation électorale, que je mets à part des différends que nous avons, du modèle politique, économique, c'est un sujet à part. C'est un sujet pour lequel je fais appel au meilleurs sentiments vénézuéliens, nationalistes, pacifistes, humanistes, dis-je, patriotiques.

Le président du Guyana - qui gouverne depuis 5 semaines - dit en attaquant le Venezuela tous les jours - je ne vais pas lire les déclarations du chancelier parce que je crois que nous ne méritons pas de diffuser une si grande offense, une si grande injure, un si grand mépris, tant de racisme du chancelier du Guyana contre notre noble peuple bien-aimé, grandiose, un peuple amoureux, c'est le peuple de Bolivar:" La République du Venezuela, ces 50 dernières années, est redevenue réactionnaire (il nous intègre tous car il nous unit). Ce pays continue (dit-il) à menacer le développement du Guyana aussi bien sur terre que sur mer, un Etat membre de la CARICOM. Le Venezuela, conscient de sa richesse supérieure et de sa puissance militaire et navale face à la situation de misère du peuple pauvre de l'un des plus petits Etats, essaie de se poser en victime, et a recouru une fois de plus à l'intimidation avec la menace de l'usage de la force..."

C'est très grave, qu'un président le dise. Le Venezuela n'a jamais menacé d'utiliser la force et ne le fera jamais ni envers le peuple du Guyana ni envers aucun autre peuple frère d'Amérique Latine, des Caraïbes ou de ce monde. Le Venezuela est un pays de paix, pacifiste, sensible et de doctrine pacifiste. Mais c'est grave parce que c'est l'escalade. En politique internationale, le langage est très important parce qu'il présente des cadres, et il gravit les échelons des cadres et ce discours est un discours rempli de violence et de haine, le discours d'un provocateur - sans aucun doute - un provocateur qui

suit toutes les lois d'un provocateur qui sait utiliser le langage pour offenser, pour blesser, pour salir.

Plus loin, il y ajoute je ne sais combien de choses, des insultes, des injures contre notre pays. Il nous accuse de les agresser, quand la conduite historique de notre pays et notre conduite, au contraire, a privilégié le fait de revenir à des relations sur la base de la construction d'une nouvelle confiance mutuelle entre les pays, les dirigeants, les peuples, d'accompagner nos relations d'une puissante coopération énergétique, commerciale, économique, culturelle, sur la base d'un dialogue permanent entre les chancelleries, les présidents.

S'il faut reconnaître une chose au commandant Hugo Chavez, c'est qu'en tant que Président de la République, depuis 1999, il a commencé une nouvelle ère de relations avec les Caraïbes et en particulier avec la République Coopérative du Guyana sans dédaigner ni abandonner un millimètre des réclamations historiques concernant la spoliation de l'empire britannique envers notre Patrie.

Face à cette agression, nous avons fait des efforts divers dans le domaine diplomatique, l'agression qu'il a faite est d'avoir augmenté les attaques, les insultes envers notre peuple.

C'est pour cela que j'ai pris la décision, et je demande le soutien unanime de tout le pays honnête, nationaliste, patriotique, de tous les Vénézuéliens et les Vénézuéliennes pour un ensemble de mesures politiques, diplomatiques, pour arrêter ce provocateur et chercher un point d'entente et de réorientation des relations politiques et diplomatiques avec le gouvernement du Guyana et un processus de repositionnement de la réclamation juste et légale du Venezuela pour l'Esequibo.

Pour cela, j'ai décidé d'appeler en consultation l'ambassadrice de la République Bolivarienne du Venezuela en Guyana, de réduire la taille et le niveau de notre Ambassade au Guyana. Et j'ai ordonné à la Chancellerie une révision complète des relations avec le gouvernement actuel du Guyana.

Je demande tout le soutien du pays, je demande le soutien de cette Assemblée Nationale.

Maintenant, ce n'est pas inutile de dire notre souhait d'amitié, de respect sincère à tout le peuple de la République Coopérative du Guyana, ils ont en nous un peuple frère, un peuple caribéen, sud-américain, un peuple frère. Par dignité, je suis sûr que si notre message arrive il sera compris par le coeur des humbles, et le coeur du peuple du Guyana, par dignité nous devons réagir et défendre la justice de notre politique et de notre diplomatie de paix en sachant ce qu'il y a derrière, en sachant ce qu'on cherche en encourageant ce conflit.

Vous savez que c'est un long conflit, non? Un ensemble d'experts est présent. Je ne prétends pas remplacer leur savoir ni leur fonction en tant qu'experts mais surtout nos enfants, notre jeunesse doivent savoir que la spoliation de l'Esequibo a marqué notre pays pendant 2 siècles ou plus. Certainement, c'est un héritage, une blessure que nous avons héritée du vieil impérialisme britannique. N'allons-nous pas le savoir, nous, qui sommes les victimes de la spoliation? Une blessure douloureuse parce qu'en plus, elle a été faite avec l'arrogance et la suffisance typique des empires, surtout de l'empire britannique, profitant des faiblesses de notre pays au XIX^e siècle après une guerre qui détruisit notre patrie physiquement et ensuite la trahison et la division de la Grande Colombie, une puissance américaine née de l'épée du Libérateur Bolivar.

L'empire britannique a profité pendant tout le XIX^e siècle et ensuite au XX^e siècle de la Doctrine Monroe pour nous imposer la spoliation, une grave spoliation.

Et je voudrais partager brièvement avec vous, sachant que la Commission de Politique Etrangère, l'Assemblée Nationale, les différentes instances, les médias, les Ministères de l'Education, de la Culture, des Communes, nous devons faire un effort dans les universités, un gros effort de connaissance de cette histoire. L'histoire de l'Esequibo, pourrions-nous dire, est l'histoire de la diplomatie du pillage impérial dans le monde. Pour cela, génération après génération, gouvernement après gouvernement, il a été un point de rencontre.

Au XIX^e siècle, les libéraux, les conservateurs, au XX^e siècle depuis Gomez, Cipriano Castro, Isaias Medina Angarita, Marcos Perez Jimenez et les gouvernements successifs d'Action Démocratique et du COPEI, de Raül Leoni, de Romulo Betancourt, de Rafael Caldera, de Carlos Andres Perez, de Luis Herrera Campins, de Rafael Caldera ensuite, Jaime Lusinchi, avec lesquels nous disions avoir un point de tension ou un point sensible, a toujours été une cause nationale, une cause juste.

Nous pourrions voir ici certains éléments qui ont été présentés et seront présentés dans les prochaines semaines et dans les prochains mois à tous les organismes internationaux que nous allons activer pour qu'ils voient cette bataille pour la paix et la souveraineté du pays. Nous allons aller dans tous les organismes: à l'ONU, à la CELAC, à l'UNASUR, et nous avons déjà activé certains d'entre eux.

Regardez, c'était la carte du Venezuela, des Provinces Unies du Venezuela, c'est la carte réalisée par Agustin Codazzi en 1810 qui reflète ce qu'étaient les territoires de la Capitainerie Générale du Venezuela, créée par mandat du Roi d'Espagne le 8 septembre 1777. Très bien. Ceci est la carte de la Province de Caracas, regardez: celui qui est né à Coreo est né à Caracas, dit-on ici, toute la Province, 1810 et pour le moment, la frontière du Venezuela a toujours été le fleuve Esequibo, le Guyana, la Province du Guyana de l'Esequibo. Nos Constitutions disent de façon coutumière, depuis la Constitution de 1811, que le territoire du Venezuela est composé par le territoire qui faisait partie de la Capitainerie Générale du Venezuela avant les transformations politiques du 19 avril 1810.

Sur cela, il y a beaucoup de documentation, le Venezuela les a présentées aux réunions du Traité de Paris et elles ont été refusées parce que simplement, comme vous le verrez maintenant, le Venezuela n'avait pas le droit de vote au Traité de Paris et on nous a imposé un traité absolument vicié par les intérêts de l'empire et entaché de nullité absolue.

Ici, il y a une autre carte sortie des archives historiques, une carte de la Grande Colombie, déjà constituée en tant que Colombie, celle de Bolivar. On voit cette carte et on ne peut pas ne pas être ému parce que quand nous sommes venus au monde, nous sommes nés comme une puissance, et la trahison des oligarchies mesquines nous a amenés à être des pays dépendants, à genoux, pillés par les empires pendant tout le XIX^e et le XX^e siècles. Pour cela, le Venezuela doit redevenir, dans le cadre de l'Amérique Latine et des Caraïbes, une puissance respectée: en politique, en morale, en économie et sur tous les plans, nous devons le redevenir.

En ce monde de pouvoir, personne ne respecte les faibles, personne ne respecte le couard, personne ne respecte celui qui est à genoux. On respecte celui qui est digne, celui qui est debout, celui qui est fort par nature, par son esprit même.

Regardez la beauté de cette carte, cette carte de la *Geographical State and historical map of Colombia*. C'est une carte de ces mondes dans lesquels on parle anglais. Où parlait-on anglais et où sortait-on les cartes? A Londres. Regardez la Colombie, comment ils la dessinent. La Colombie, c'était les anciennes Provinces Unies du Venezuela, de la Nouvelle Grenade et de Quito et nous allions toujours jusqu'à l'Eséquibo. Il n'y a aucun doute sur cela à la fondation du Venezuela, de la Colombie et ensuite dans la refondation du Venezuela en 1830. Le Venezuela a toujours exercé, les Provinces Unies du Venezuela, aux temps de la colonie et au temps de l'indépendance, exercé une souveraineté indiscutée, pleine, sur le territoire de l'Esequibo.

Regardez cette beauté, un immense territoire géopolitique, un pays atlantique, caribéen, amazonien, pacifique, centraméricain, sud-américain, andin, les temps reviendront, ils reviendront, comme dit une chanson, les temps reviendront, c'est la seule chose qui reviendra, la Grande Colombie reviendra, Bolivar reviendra, ils reviendront, vous verrez, nous le verrons, nous devons devenir les constructeurs du rêve des libérateurs.

Il y a là l'autre carte, celle d' Agustin Codazzi, 1830, la même, la même, c'est là car, la Colombie, celle qui est unie, la Colombie, la puissance, la Colombie, celle de Bolivar, la Colombie, celle des rêves, la Colombie union de républiques, la Colombie nation de républiques, 1830, une année fatidique avec l'assassinat de Sucre, la mort de Bolivar, ensuite le coup de poignard de la trahison qui en finit avec la Colombie, l'unie, celle de Bolivar, là, il y a l'exercice plein jusqu'au fleuve Esequibo sans aucun doutes. Est-ce vrai, Piñate, professeur d'histoire?

Egalement une autre carte, celle de Codazzi sur le Venezuela, 1840, va pleinement jusqu'à l' Esequibo. 1777-1811. Les Provinces Unies du Venezuela, 1811, pour le moins jusqu'à cette carte de 1840, tout ce matériel a fait partie d'un ensemble de documents historiques que le Venezuela a consignés et nous continuerons à défendre devant les instances internationales ce qui a dûment été décidé pour amener ce cas.

Maintenant, c'est l'empire britannique qui commence une manoeuvre de prise, d'occupation, de marquage de ce territoire historiquement à nous, vénézuélien. En 1835, a été connue la première tentative pour occuper ce territoire. Mais pourquoi?

Bien, simplement par une réaction géo-politique. La Colombie s'était séparée, nos pays étaient démembrés à l'intérieur, le Venezuela était profondément affaibli dans tous les aspects de l'économie, de la société. On avait imposé une dictature, celle de Paez, avec une vision que nous pourrions appeler aujourd'hui, que nous pourrions comparer à la vision extrême du néo-libéralisme sauvage: un pays affaibli qui a dissout son Armée Libératrice, qui a dépouillé les soldats qui arrivaient de Junin et d'Ayacucho des terres que leur avait données Bolivar, déjà démoralisé, avec des armés qui étaient aux ordres des notables et des propriétaires terriens.

L'empire britannique, étant donné la faiblesse de ce qui était né comme une puissance, étant donné notre division, a commencé à poser les yeux sur plusieurs objectifs: les Iles Malouines que nos frères argentins défendent dans une bataille historique et qui, j'en suis sûr, tôt ou tard, les Malouines seront récupérées par le peuple argentin par la voie du dialogue et par le droit international, et l'Orénoque et l'immense richesse de toute cette zone du Guayna de l'Esequibo, la fièvre de l'or, la fièvre du pétrole, pourrions-nous dire aujourd'hui.

Il y a assez de documents - puissions-nous, dans ce débat national, instruire notre peuple, l'informer, l'éduquer - assez de documents sur la façon précoce, cette diplomatie de l'empire, ce centre de pouvoir qu'était Londres dans le monde, dont elle a conçu les objectifs stratégiques à capturer dans le Sud de l'Amérique et l'un fut l'Orénoque, posséder l'Orénoque, prendre les sorties de l'Orénoque pour ensuite conquérir toutes les terres qui vont jusqu'en haut, jusqu'au Meta.

Dans des documents historiques réalisés par ces mêmes planificateurs qu'aujourd'hui je vais vous l'apprendre, dans des documents historiques, ces mêmes planificateurs parlaient d'arriver jusqu'à Bogota pour conquérir toutes ces terres avec leurs richesses.

Ici, nous avons une chronologie que je crois très utile. Nous pourrions montrer, par ici la caméra, nous essayons de réaliser certains documents qui simplifient cette première exposition pour provoquer un débat qui nous permette de renforcer notre réclamation historique et de consolider la paix. 1824, nous le prenons comme référence, la ligne de reconnaissance britannique du territoire de la Grande Colombie. Là est la ligne de reconnaissance britannique officielle de la Colombie, auparavant Provinces Unies du Venezuela et ensuite République du Venezuela.

En 1834, l'empire britannique engagea un naturaliste géographe du nom de Schomburgk, un Prussien, un Allemand, un commerçant, un naturaliste, pour qu'il vienne ici et pose les yeux sur toute la région. Pour que vous voyez l'histoire de cette spoliation. C'est Schomburgk qui a élaboré pour la Royal Geographical Society de Londres et le Colonial Office, le Ministère des Colonies, qui existait, je ne l'invente pas, le Ministère des Colonies britannique, qui a élaboré une première carte (1835) et un premier rapport dans lequel il pose les yeux sur l'Orénoque. Il serait très long de le lire ici. C'est la Ligne de Schomburgk et de l'Empire Britannique sur la carte qui a fait le premier pas, la Ligne originelle de Schomburgk, pour prendre la rive occidentale de l'Esequibo.

En 1840 a été élaborée une nouvelle carte. Si la première carte prétendait incorporer 4 920 kilomètres carrés de territoire vénézuélien, la seconde carte, encore dessinée par Schomburgk, engloutit 141 930 kilomètres carrés. C'est la seconde ligne. Vous, les experts qui êtes ici, la ligne violette que vous voyez par là, la première, la marron, est la ligne Schomburgk (1835) et la ligne violette est la ligne Schomburgk de 1840.

Déjà en 1841, le ministre vénézuélien Alejo Fortique fait une réclamation au Gouvernement Britannique mais c'est un gouvernement faible de l'oligarchie propriétaire terrienne, un pays divisé, affaibli dans tous les sens. 1841.

En 1850, est signé entre le Royaume Uni de Grande Bretagne, d'Irlande du Nord et le Venezuela un accord dans lequel ils s'engagent à ne pas occuper le territoire en litige. Je crois qu'historiquement, c'est le premier pas d'occupation des britanniques, quand on signe un accord où nous, chez nous, nous ne pouvons pas entrer. Les faiblesses d'un pays qui n'était pas encore un pays, qui avait abandonné le rêve originel du Libérateur, qui avait abandonné sa morale d'origine. Ensuite, en 1887, l'Empire Britannique publia une nouvelle ligne Schomburgk dans laquelle 167 830 kilomètres carrés se trouvaient en territoire vénézuélien. C'est la ligne orange.

Pour les Vénézuéliens de cette époque, pour nous comprendre un peu mieux, l'empire britannique prétendit amener sa spoliation, son vol à l'arrachée, jusqu'aux territoires historiquement occupés par la population vénézuélienne comme Guasipati, Upata, El Callao, Tumeremo, les prétentions pour contrôler un vaste et immense territoire

stratégique pour le contrôle de l'Orénoque et des richesses du Guayana, de notre Guyana de l'Esequibo, se rapprochaient jusqu'aux rives du Guri.

En 1897, avant la déclaration du Gouvernement des Etats-Unis, avec la Doctrine Monroe, le Gouvernement des Etats-Unis amena au Congrès et au Congrès des Etats-Unis, ils approuvèrent une déclaration avertissant le Gouvernement de sa majesté, le Gouvernement de Londres, que les Etats-Unis ne permettraient aucun type d'occupation illégale de territoire dans le Guyana vénézuélien. C'était l'application de la Doctrine Monroe (l'Amérique aux Américains), pas une faveur qu'ils nous faisaient.

Nous avons amené un important matériel. Nous l'avons corrigé jusqu'à il y a une heure parce que vraiment, nous voulons diffuser la vérité du Venezuela. Parce qu'avec la vérité que nous, nous défendons, il n'est possible d'atteindre nos objectifs historiques et de préserver la paix qu'avec la vérité, qui est la chose la plus belle et la plus précieuse que nous devons préserver: la vérité. Que personne ne vienne manipuler les peuples frères des Caraïbes et encore moins le peuple du Venezuela. Voyez le titre que nous avons donné au livre: *La vérité sur l'Esequibo*. Avec la vérité, tout est possible, on peut tout obtenir. Avec la vérité, nous avons toujours tout pu.

Ce livre a vraiment de grandes, grandes qualités. Une d'entre elles est que c'est une chronologie complète, année par année, de ce qui a été fait concernant la spoliation à laquelle notre patrie a été soumise.

Précisément, c'est en 1895 que le Gouvernement des Etats-Unis, avant le débat au Congrès états-unien, a envoyé une note du secrétaire Richard Owney, le 20 juillet, au nom du président Grover Cleveland qui a invoqué la Doctrine Monroe dans le message annuel de son gouvernement au Congrès des Etats-Unis pour convier le Royaume Uni à se soumettre à un processus d'arbitrage en relation avec les usurpations qu'il était en train de réaliser sur le territoire du Guyana.

Ce document dit, et je crois que l'explication est parfaite: "La note du secrétaire Owney, de la part du président Cleveland, fut qualifiée de canon de 20 pouces..." Ce canon, pour l'époque, était le plus puissant du monde pour l'effet qu'il causa en Angleterre.

Le Congrès des Etats-Unis, en 1896, nomme une commission pour déterminer les véritables limites du Guyana Britannique avec le Venezuela. "L'Amérique pour les Américains". Les puissances américaines nées du sud se sont divisées, nos peuples ont été trahis et nous avons été submergés par la pire faiblesse qu'aient jamais eu un Gouvernement et un peuple sur ces terres, le XIX^e siècle, très mal, nous terminons le XIX^e siècle affaiblis, sans dignité, sans identité. Un Congrès des Etats-Unis, en 1896, nomme une commission pour déterminer nos limites. L'expansion de l'empire états-unien commençait.

Des années plus tard vinrent Cuba, Porto Rico, les Philippines, les Iles Guam, son expansion dans le monde débutait à la fin du XIX^e siècle, début du XX^e. Cette commission - dit ici ce livre - avec de hautes personnalités, David Brewer, juge à la Cour Suprême, Richard Albeit, président de la Cour d'Appel, Federick Couder, membre du Forum de New York, David Gilman, président de l'Université John Hopkins et Andrex White, président de l'Université de Cornell.

L'hispaniste et expert en droit latino-américain Severo Mallet-Prevost fut nommé secrétaire de cette commission. N'oubliez pas ce nom car il fut très important ensuite pour découvrir

la farce du Traité de Paris. Le 12 novembre de la même année, en 1896, ont été signées entre les Etats-Unis d'Amérique du Nord et l'Angleterre les bases du Traité d'Arbitrage pour décider de la question guyanaise. Le Venezuela n'existait pas.

Sous la pression du Gouvernement des Etats-Unis furent acceptées (moi, je dis) furent imposées à notre pays les conditions établies et aucun Vénézuélien n'a fait partie ni ne serait partie intégrante du Tribunal d'Arbitrage qui allait traiter des questions vitales du territoire et la vie de notre Patrie.

2 Anglais, nommés par le Royaume Uni, 2 Nord-américains, nommés par les Etats-Unis, pour représenter le Venezuela. Et un Russe, membre d'une cour d'admiration, d'adulation de la reine d'Angleterre de l'époque, un pro-britannique d'alors dans la vie de la Russie, adulant beaucoup l'empire britannique. 5 membres, très objectifs... On a remis au Venezuela un traité préconisé par Londres et Washington.

Le 2 février 1897 a été signé le Traité d'Arbitrage de Washington, sous les pressions nord-américaines et de la Grande-Bretagne. Le Venezuela s'est vu obligé, 1897, d'accepter les conditions désavantageuses de cet arbitrage. Cette même année, le Congrès vénézuélien ratifia le Traité que fondait, créait l'arbitrage décrit précédemment.

Chaque juriste a présenté ses plaidoiries avec des documents et des annexes. Le Venezuela présenta 3 volumes plus un atlas avec des preuves suffisantes de la possession souveraine sur le Guyana vénézuélien. La Grande Bretagne présenta 7 volumes plus un atlas aussi et à partir de là, il y eut 54 sessions de travail et d'appels de 4 heures chacune.

Entre les mois de juillet et d'octobre 1899, le Tribunal d'Arbitrage se réunit à Paris. La Grande Bretagne était représentée par 4 conseillers anglais et le Venezuela par 4 conseillers nord-américains. Les délibérations, 13 jours, et le 3 octobre 1899, une date malheureuse pour l'histoire de notre patrie, le Tribunal d'Arbitrage rendit une décision unanime connue comme Sentence Arbitrale de Paris pour régler la démarcation territoriale des limites entre les Etats-Unis du Venezuela de l'époque et le Guyana Britannique, possession coloniale de l'empire britannique.

Ce fut une décision très brève, décrit cet historien, sans motivations ni arguments légaux qui s'est limitée à décrire la ligne frontière approuvée par ce tribunal nul commençant à Punta de Playa, à environ 43 milles à l'est de Punta Barima et Bururuma pour continuer vers le sud le long du fleuve Amacuro.

Cette sentence donna à la Grande Bretagne 90 % du territoire en litige (moi, je dirais spolié) réclamé par notre pays. Moins l'embouchure de l'Orénoque et 500 milles carrés de l'embouchure qui ont été reconnus pour le Venezuela.

On donna comme argument que cette décision avait été prise pour éviter une guerre, c'est pourquoi les juges avaient statué sans prendre en compte les aspects juridiques ni historiques. Le Venezuela, ensuite, en 1900, et en présence de Cipriano Castro, dénonça la Sentence Arbitrale de Paris et commença une longue, intense, difficile et haute lutte de notre pays pour sauver ce que les libérateurs avaient laissé en possession du Venezuela, le Guyana de l'Esequibo, face à l'empire britannique.

A l'arrivée du XX^e siècle, toutes les constitutions, même celles imposées par des dictateurs comme Juan Vicente Gomez, ont gardé le concept de la Constitution originale

de 1811 en reconnaissant notre territoire comme un territoire qui nous reviendrait en héritage en conquérant notre liberté, qui serait celui de la Capitainerie Générale du Venezuela. Sur cela, il y a assez de documents travaillés qui démontre les différents éléments conceptuels mais qui ont conservé la définition fondamentale du 5 juillet 1811.

Au milieu du XX^e siècle, à la fin des années 40, Severo Mallet-Prevost, qui avait été membre de ce tribunal arbitral, presque à la fin de sa vie, écrivit ce qui fut connu comme une confession qui venait prouver ce qui était déjà un secret de Polichinelle à Paris, à Londres, à Washington, à Upata, à Caracas: la façon illégale, irrégulière, impérialiste dont le Venezuela avait été spolié d'un territoire précieux pour ses intérêts nationaux, que nous avons conquis, arrosant les champs de bataille du sang des Premiers Noirs, des humbles de cette patrie. Personne ne nous a fait cadeau du territoire conquis des Provinces Unies du Venezuela et de la Grande Colombie. Elles ont été conquises avec effort, avec beaucoup de passion, beaucoup d'amour de la patrie.

Ce document, les enfants, jeunes, certainement devait peser sur la conscience, pense-t-on, peut-être, de Severo Mallet-Prevost, il l'a laissé pour qu'il soit publié "après ma mort" et ainsi fut fait.

Le gouvernement d'Isaias Medina Angarita l'a reconnu à ce moment-là et Mallet-Prevost disait, qui a été parmi ses membres, il connaissait les secrets de cette négociation et cette répartition de l'empire: "Il est bien certain que dans cette décision, le Tribunal a donné au Venezuela le secteur en litige le plus important du point de vue stratégique comme l'embouchure de l'Orénoque mais il fut injuste pour le Venezuela et il le spolia d'un territoire très étendu et très important sur lequel la Grande Bretagne n'avait, à mon avis, pas l'ombre d'un droit". C'est resté pour l'histoire.

Là s'est ouvert tout un débat, 1944, 1948, Severo Mallet-Prevost mourut le 10 décembre. En 1949 parut un article dans *The American Journal of International Law* sur la fraude de la Sentence Arbitrale et cela stimula fortement le débat au Venezuela.

L'empire états-unien était déjà consolidé en tant qu'empire dominant et hégémonique en Amérique Latine et dans les Caraïbes, un empire hégémonique presque déjà dans le monde entier, en compétition avec l'ancienne Union Soviétique. Mais ce territoire, des gouvernements, des groupes économiques le contrôlaient. Ils utilisaient les armées et les Forces Armées comme forces d'occupation, de domination. Quand les hommes politiques avaient des problèmes en politique, entre guillemets, ils utilisaient les politiques avec les vedettes, les baïonnettes, les prisons et les tortures en dénaturant la noble carrière militaire qui doit être comme au Venezuela, une noble carrière pour défendre la Patrie, pour défendre l'intégrité territoriale, pour défendre le peuple, pour défendre la Constitution, la paix, la liberté. Je le dis avec fierté en tant que commandant en chef, je suis extrêmement fier des forces Armées que nous avons, de l'Armée, de l'Aviation, de la Garde Nationale, des Militaires hommes et femmes. Je rends grâce à Dieu que nous ayons, et à notre Commandant Chavez, si vous me le permettez, du fonds du coeur, je lui rends grâce pour l'oeuvre qu'il a laissée, en ce qui concerne la doctrine, le concept stratégique, la discipline, l'organisation et les armes de nos Forces Armées.

Les années 50 passées, le gouvernement de Marcos Perez Jimenez tenta, dans les moments de plus grande amitié avec les Etats-Unis, d'introduire ce sujet devant la Dixième Conférence Inter-américaine de Caracas. Vous savez que la Dixième Conférence de 1954 eut un thème central: le renversement de Jacobo Arbenz. Malheureusement, ce sujet fut rejeté ou on n'y fit pas suffisamment attention. En entrant dans les années 60, se

présenta une conjoncture qui a combiné plusieurs facteurs et qui mérite d'être étudiée. Le premier facteur, l'intérêt de l'empire britannique à établir une autre sorte de relations avec ses anciennes colonies après sa défaite en Inde avec Mahatma Gandhi à sa tête, avec un coup aussi dévastateur que le référendum d'hier en Grèce. Ce sont des coups qui provoquent des événements, des circonstances, et laissent des traces.

Il y a des gens qui croient que le coup, au début, n'a pas beaucoup d'influence mais cela résitue les relations de l'ancien empire britannique vaincu au XVIII^e siècle aux Etats-Unis par les 13 colonies, qui fut le premier empire global qui eut des possessions en Asie, en Amérique, en Afrique, pas aussi global et puissant que l'empire états-unien aujourd'hui, ils n'avaient pas l'armement, les satellites, le pouvoir financier, le contrôle du monde qu'a aujourd'hui l'empire états-unien, pour le moment. Première circonstance: l'intérêt d'aller établir de nouvelles sortes de relations et de remplacer la vieille possession et le gouvernement colonial de la Métropole, Londres, sur ses anciennes colonies. De plus, dans la majorité de ces pays étaient nés, essentiellement liés au Parti Travailleiste britannique, un parti historique aux idées progressistes de gauche, un parti historique de la classe ouvrière britannique et irlandaise, étaient nés des mouvements politiques progressistes qui commençaient à chercher leurs espaces d'autonomie, d'indépendance, avec le processus de décolonisation en marche après la II^e Guerre Mondiale. Ce fut un premier élément.

Second élément important, là, dans les années 60: l'arrivée au Venezuela de gouvernements qui avaient des liens forts avec les Etats-Unis, des liens forts, ce n'est pas un secret car reconnus par eux-mêmes, je ne veux offenser personne ici: Romulo Betancourt, Raùl Leoni, Romulo l'a dit après avoir été le fondateur du Parti Communiste du Costa Rica. Quand il était au Pacte de New York, il a dit: "Au Venezuela, on ne peut pas gouverner sans le soutien de Fedecamaras, du haut clergé de l'Eglise et de l'Ambassade des Etats-Unis". Il 'a dit de plusieurs façons car, et ces liens, le gouvernement de Romulo Betancourt les a utilisés, et le gouvernement de Raùl Leoni, pour commencer à introduire dans différents espaces et organismes mondiaux le sujet du Guyana de l'Esequibo vénézuélien.

Troisième élément: la naissance d'un mouvement historique très important, malheureusement laissé de côté, ignoré à cause des pressions de l'empire des Etats-Unis et de la Grande Bretagne: les mouvements d'Amérindiens dans l'Esequibo qui souhaitaient que l' Esequibo soit vénézuélien. Ils firent tout leur possible pour que le Venezuela s'occupe de l'Esequibo. Et ils ont été ignorés pendant des décennies. Mais en particulier dans les années 60, ils se sont organisés, ils ont frappé à la porte du pouvoir politique au Venezuela.

Je n'ai pas apporté le livre que m'a prêté Elias Jaua. Il m'a envoyé une note: "Je vous envoie ce livre, s'il vous plaît, rendez-le moi..." une biographie de Miguel Angel Burelli Rivas. Je ne le savais pas, il fut chancelier par intérim de Romulo Betancourt quand Ignacio Arcaya père soutint la position de non expulsion de Cuba devant l'OEA, quand il est revint, il la présenta et ils le convinquirent.

C'est une biographie assez longue, très intéressante, je l'ai lue pendant toute une matinée à cause de son intérêt, parce qu'elle donne des détails sur des choses qu'il a été le seul à vivre dans les années 40, 50 et 60. Il fut chancelier par intérim, il a passé quelques temps, quelques mois, au gouvernement de Romulo Betancourt à cette époque et il raconte beaucoup de choses à ce sujet. Ensuite, il a toujours été au service extérieur dans le gouvernement de Leoni, ensuite, il fut candidat en 68 quand Prieto gagna et on ne lui

reconnut pas la victoire - moi, je dis non? Mon papa était prietiste, alors...-

Prieto gagna. D'abord, les primaires ne le reconnurent pas. Gonzalez Barrio les gagna mais Betancourt ne l'accepta pas, ne l'accepta jamais. Bon, ça, c'est une partie de l'histoire.

Et en épluchant tous ces livres d'histoire, professeur, ces 3 conditions ont été posées - entre autres - et donnèrent un résultat qu'il faudrait évaluer, certains disent une chose et d'autres une autre.

En 1962, le chancelier du Venezuela, Marcos Falcon Briceño, dénonce - au sujet de l'Assemblée Générale des Nations Unies - dans un rapport historique très bien fait et très abouti, le caractère nul de la Sentence Arbitrale de 1899. A partir de cette dénonciation - conséquence de cette intervention du chancelier Marcos Falcon Briceño, chancelier du gouvernement de Romulo Betancourt -, en 1963 eut lieu une réunion les 5, 6 et 7 novembre entre le Gouvernement de la Grande Bretagne (empire britannique), le Venezuela et à ce moment-là, le Gouvernement colonial de ce qu'on appelait le Guyana Britannique pour commencer à réviser le sujet à partir de notre vision, dérivé de la spoliation de notre Guyana de l'Esequibo et à titre journalistique et diplomatique, les sujets relatif à ce différend.

Ce fut le début d'une série de réunions, de recherche. L'intérêt de l'empire britannique alors était de concéder l'indépendance du Guyana, de pactiser et effectivement, les négociations se conclurent avec la participation du Venezuela et par la signature de l'Accord de Genève. Avec votre permission, j'ai l'Accord de Genève ici travaillé, étudié et aussi l'intervention du chancelier Falcon Briceño devant l'ONU.

L'Accord de Genève est signé, pour être exact, le 17 février 1966. Cet accord fut signé par les deux parties plus le gouvernement colonial du Guyana Britannique. Il établit les mécanismes pour commencer un processus de traitement de ce qu'on appelle le différend historique pour l'Esequibo entre la République Indépendante du Venezuela et la République qui découlait de la concession de l'indépendance du Guyana et qui avait déjà un gouvernement provisoire.

C'est un accord signé, il y a un débat historique à ce sujet, Burelli Rivas lui-même dit qu'il a dû y avoir des pressions pour la non reconnaissance de l'indépendance et la non reconnaissance de la nouvelle République. D'autres croient qu'on est arrivé à un maximum parce que cet accord, 67 ans après la - offensante, abusive, impériale - sentence de Paris, est un accord qui, en termes diplomatiques, établit la base du droit international en cherchant par les voies diplomatiques un accord juste, satisfaisant, légal.

Il faut être dans la peau de ceux qui ont négocié, discuté et cherché cela, certainement il y aura un moment dans l'avenir ou dans ce débat pour établir s'il aurait pu aller plus loin ou moins loin mais ce qui est certain, c'est que depuis sa signature - 17 février 1966 - et sa publication au Journal Officiel du 15 avril 1966, c'est un accord international contraignant pour le Venezuela et pour le Guyana qui établit les termes de l'accomplissement fidèle pour résoudre cette spoliation historique qu'a réalisé l'empire britannique contre notre patrie vénézuélienne.

De nombreux éléments sortiront certainement du débat mais ici, il y a un élément clef, par exemple: "Nous avons multiplié par 2, à Genève, les 17 jours du mois de février. Pour le gouvernement du Venezuela, a signé le ministre des Relations Extérieures, Ignacio

Iribarren Borges, pour le gouvernement du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, le Secrétaire d'Etat aux Relations Extérieures, Mitchel Stewart, et le Premier Ministre du Guyana Britannique de l'époque, Forbes Burham" qui ensuite, fut le leader de la République Coopérative du Guayana "fait, signé et scellé au Palais Fédéral Législatif, à Caracas, pendant les 13 jours du mois d'avril 1966, année 156 de l'Indépendance et 108 de la Fédération. Le Président du Congrès, Luis Beltran Prieto Figueroa".

C'est l'accord qui situe, comme ils diraient en anglais, "un nouveau début" entre un pays des Caraïbes né de l'indépendance, la République qui devint ensuite la République Coopérative du Guyana et un pays historique, leader de l'indépendance de l'Amérique Latine, la République aujourd'hui Bolivarienne du Venezuela, notre patrie. Cet accord établit un ensemble d'éléments et de mécanismes. Il établit d'abord un élément conceptuel dans l'article 5, paragraphe 2 qui dit, après le débat de 67 ans: "Tout acte ou toute activité mené à bien pendant que cet accord est en vigueur constituera le fondement pour faire valoir, soutenir ou refuser une réclamation de souveraineté territoriale sur les territoires du Venezuela ou du Guyana Britannique".

On le qualifie ainsi, c'était alors le Guyana Britannique. Ceci est très important à la lumière du Droit International et des efforts diplomatiques que nous, nous allons renforcer dans toutes les instances non pour créer des droits de souveraineté sur ces territoires sauf en ce qui concerne des actes ou des activités qui seraient le résultat de tout accord obtenu par la commission mixte et accepté par écrit par le Gouvernement du Venezuela et le Gouvernement du Guyana. Aucune nouvelle réclamation ou aucun élargissement d'une réclamation existante sur la souveraineté territoriale sur ces territoires ne sera faite valoir tant que cet accord sera en vigueur et aucune réclamation ne sera faite valoir sauf à la commission mixte tant que que cette commission existera.

Ce sont les mécanismes. Pour cela, le Venezuela n'a pas accepté et n'acceptera pas qu'Exxon Mobil ou des transnationales viennent prendre position sur le territoire en litige, un territoire maritime et sous-marin en litige, nous ne pouvons pas le permettre, nous ne le permettrons pas.

Pardonnez-moi la longueur mais je fais un résumé de 2 siècles, un résumé très important parce que ce n'est pas n'importe quoi, c'est un sujet très important. C'est une très grande responsabilité pour nous tous d'amener la paix, de balayer et de dissiper les provocations mais, en plus, de faire valoir les droits du Venezuela. Personne ne va être trompé sur les droits du Venezuela, nous ne pouvons pas le permettre.

C'est pour cela que le Gouvernement du Guyana a violé le droit international plusieurs fois de suite, en mots et en actions. Ce Gouvernement du Guyana en est arrivé à refuser de reconnaître l'Accord de Genève, une chose très grave. Jusqu'à aujourd'hui, nous pouvions avoir des différends avec les gouvernements qu'il y a eu au Guyana mais on a toujours respecté l'Accord de Genève comme base de la résolution pacifique, civilisée et diplomatique de ce différend historique auquel le Venezuela ne va pas renoncer. Que personne ne pense que le Venezuela va renoncer à son juste droit à récupérer l'Esequibo, je le dis à nos amis et je le dis à nos ennemis, que personne n'aspire à ce que le Venezuela renonce à ses droits historiques sur l'Esequibo.

Maintenant, il faut le faire de façon équilibrée, avec pondération. L'idée la plus juste doit être défendue correctement et aussi juste sans tomber dans les provocations, oui, en leur répondant. J'ai une histoire sur le Commandant Chavez, Elias aussi, je ne peux pas la

raconter ici, sur les provocations, ce que dit Ramos Allup: "Ne viens pas me provoquer, ne viens pas me provoquer".

Mais il y a des moments où quelqu'un le provoque et que fais-tu? Vrai? Imagine un moment que quelqu'un ne puisse répondre, celui-ci était celui que le commandant nous prenait pour exemple. Il nous disait: "Nicolas, imagine-toi que toi, et il se passe cela... Qu'est-ce que tu fais? Dans la vie des Etats - des Gouvernements et des Pays - il y a des mécanismes pour cela, l'humanité a construit le Droit International, a construit un système international de relations - comme le système des Nations Unies - on a construit tout un réseau d'accords internationaux et pour cela, notre pays a une grande expérience dans la diplomatie internationale et dans la diplomatie de paix. Le sujet de l'Esequibo n'est pas passé de génération en génération par hasard, certainement aucune génération n'a fait mieux que l'autre mais tous ont lutté pour ce qui est à tous. Notre génération doit être la meilleure de toutes dans la défense de nos droits historiques et ce n'est pas du chauvinisme, ce n'est pas du faux nationalisme, ce n'est pas du chauvinisme, c'est du bolivarianisme.

Nous aimons les peuples des Caraïbes, qui peut en douter? si nous donnons jusqu'à notre sang pour eux. Pour la première fois ici, on n'a pas donné du pétrole à des frères, on n'a pas offensé les peuples des Caraïbes, on le leur a vendu à des conditions de complémentarité, de solidarité, d'union et d'intégration de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Amour, des relations d'amour, c'est ce que nous avons, de fraternité, du bon bolivarianisme chaviste.

Maintenant, ce Gouvernement du Guyana - pas le peuple du Guyana - je le pense ainsi et je le crois ainsi, a adopté les critères du vieil impérialisme britannique contre le Venezuela. Ce n'est pas le Venezuela qui a des critères d'agression ou des critères impériaux, jamais, c'est ce secteur sur lequel Exxon Mobil a fait main basse, frères du Guyana, je le dis depuis Caracas, terre de liberté et de solidarité. Si mes mots peuvent vous parvenir, c'est ce Gouvernement de monsieur Granger qui est mis sous séquestre par Exxon Mobil et qui cherche un conflit avec le Venezuela pour porter préjudice à l'union des Caraïbes, à l'union de l'Amérique Latine et pour nous apporter un conflit grave ici, sur les frontières du Venezuela en ravivant dans le pire style impérial, en abusant et en refusant de reconnaître l'Accord de Genève. Nous pourrions dire en rappelant Lina Ron, dans l'accord de Genève tout, hors de l'accord de Genève, rien. C'est notre position légale officielle.

Ce n'est pas facile, j'ai reçu un appel du général Vladimir Padrino Lopez et j'ai reçu des appels des officiers qui surveillent nos frontières et il y a eu des provocations depuis plusieurs mois, depuis plusieurs semaines. En tant que Commandant en Chef, je lui ai donné des instructions très précises et je lui ai dit comment opérer: des sujets délicats parce que ce sont des provocations qui pourraient amener des événements graves et ensuite commence la campagne médiatique mondiale - vous savez comment c'est - "Maduro est Saddam Hussein", ils le disent déjà. A Georgetown, ils m'ont sorti des photos avec - comme j'ai une moustache, ainsi je ressemble à Saddam Hussein - le béret de Saddam Hussein, "Maduro est Saddam Hussein" et je ne sais combien de sottises pour préparer le scénario, de faux positifs dirait quelqu'un par là.

Monter les faux positifs, pour cela, sagesse, raison, diplomatie et la vérité pour défendre notre stabilité, notre paix, combien d'efforts avons-nous faits! Mais le Gouvernement du Guyana nous a obligés, et m'a obligé en tant que Président à prendre la décision de revenir, de rappeler en consultation notre ambassadrice et à faire une révision complète par la chancellerie de toutes les relations avec ce Gouvernement du Guyana.

Et de plus, je vais parler directement et personnellement avec le secrétaire général, notre ami Ban Ki-moon de l'Organisation des Nations Unies, pour qu'il convoque le plus rapidement possible une réunion dans le cadre de l'Accord de Genève entre les parties et nous avançons dans le choix du médiateur.

Je fais un effort, députés, députées, je demande pardon pour l'élargissement et la longueur de cette intervention, je fais un gros effort parce qu'effectivement, entre 66 et 2015, il y eut plusieurs événements. En 1970 - suite aux pressions états-uniennes contre le président Rafael Caldera pour refuser de reconnaître sa présidence et de l'empire états-unien, des pressions de diverses tendances que l'histoire laissera à la postérité - le chancelier Aristides Calvani a signé ce qui est appliqué en ce moment et qui s'est appelé le Protocole de Puerto España, signé à Trinité et Tobago le 18 juin 1970, 4 ans après l'Accord de Genève. Ce Protocole de Puerto España a gelé, suspendu l'application de l'Accord de Genève pour 12 ans.

C'est en 1981, un an avant qu'expire cet accord international, que le président Luis Herrera Campins a annoncé officiellement au Guyana sa disposition à ne pas le renouveler et à activer les mécanismes de l'Accord de Genève, une chose qui est arrivée précisément. Le Venezuela proposa à ce moment-là une négociation directe avec le Guyana, le Guyana ne voulut pas accepter et proposa trois solutions: amener le sujet à l'Assemblée Générale de l'ONU, l'amener au Conseil de Sécurité de l'ONU ou à la Cour Internationale de Justice.

En 83, sur l'initiative du Venezuela, le cas de l'Esequibo fut placée sous les auspices du Secrétaire Général des Nations Unies conformément à ce que stipule l'article 4 paragraphe 2 de l'accord et l'article 33 de la Charte des Nations Unies qui établit des mécanismes pour résoudre diplomatiquement les conflits dans le monde. Le 30 mars de cette même année, le Secrétaire Général de l'époque, Javier Perez de Cuellar accepta la responsabilité de rechercher un règlement pratique de cette controverse et chargea Diego Cordobes d'étudier la réclamation du Venezuela et de servir de contact entre les deux gouvernements.

En 1987, le Guyana et le Venezuela décidèrent par accord mutuel d'accepter la méthode des bons offices qui est activée 2 ans plus tard, à partir de 1989. Celui qui apporte ses bons offices, depuis cette date, nous en avons eu 3 - le premier, désigné en 1989, mourut malheureusement en 1998. En général, ce sont des magistrats, des chercheurs en droit, des historiens souvent d'un grand âge. En 98 mourut Alister McIntyre. Ensuite, en 99, on en désigna un autre, déjà avec l'arrivée du gouvernement du président Chavez et par accord mutuel, ce qui est la méthode pour le désigner.

On propose des noms en consultation avec le secrétaire général et par accord mutuel, on désigne celui qui apportera ses bons offices: Oliver Jackman qui mourut aussi en 2007. ensuite, je me souviens que quand il était chancelier, nous cherchâmes pendant 3 ans quelqu'un qui apporte ses bons offices, je me souviens d'un voyage qu'il fit à New York jusqu'à ce que quelqu'un soit enfin désigné, un homme honorable de l'histoire, jamaïcain, le professeur Norman Girvan, nommé en 2010, mort malheureusement en avril 2014.

Je vais personnellement parler avec le secrétaire général Ban Ki-moon pour activer, sur la base de l'Accord de Genève la nomination de quelqu'un qui apporte ses bons offices.

C'est l'Accord de Genève, c'est le mécanisme pour les bons offices, pour le médiateur - la

précision est importante - la voie pour que le Guyana, le Gouvernement actuel du Guyana, en respectant le Droit International, s'asseye à la table pour continuer à chercher une solution satisfaisante, légale, pratique et pour que le Venezuela puisse satisfaire historiquement cette juste réclamation pour cette spoliation.

J'ai également décidé - et je demande le soutien de l'Assemblée Nationale, du Pouvoir Judiciaire, du Pouvoir Moral et du Pouvoir Electoral - de convoquer une commission de haut niveau de l'état vénézuélien qui sera immédiatement déployée de façon diplomatique et demandera à la présidence pro tempore de la Communauté des Etats Latino-américains (CELAC) et sous la direction du président Rafael Correa, que la troïka de la CELAC convoque une réunion de dialogue entre le Gouvernement du Guyana et le Gouvernement du Venezuela en présence de la présidence pro tempore.

Et en plus, que le Procureur, les magistrats, le Défenseur du Peuple, des députés, des députées, la Commission de Politique Extérieure et les experts de nos Forces Armées, agissant sous la direction du Vice-président Exécutif, le camarade Jorge Arreaza - et de la chancelière - Delcy Rodriguez - entreprennent immédiatement une tournée intense, profonde, du plus haut niveau de représentation de l'Etat, dans tous les pays des Caraïbes, de l'Amérique Latine et de l'Amérique du Sud, pour expliquer que la cause vénézuélienne est juste et balayer les mensonges qui ont été diffusés.

Ce sont des initiatives dans le domaine diplomatique pour lesquels j'espère le plus fort soutien, mon espoir est le soutien unanime de l'assemblée Nationale. Je ne dis pas mon espoir mais l'espoir d'un pays tout entier. Vous savez aussi que récemment - dans tout ce processus de défense, de surveillance de nos territoires terrestres, marins, sous-marins - il est sorti un décret de caractère administratif, éminemment administratif, technique, créant des zones de défense intégrale maritime de notre pays. Un décret avec le mandat de notre Constitution, je dois le dire, cette constitution recueille la doctrine la plus complète et achevée qui, historiquement et constitutionnellement, s'est accumulée dans le pays en tant que patrimoine. Mais je crois - je le crois et je sou mets ce critère aux historiens, aux constitutionnalistes - que c'est la Constitution la plus complète dans la définition du territoire vénézuélien qui ait été faite. Cela s'est fait avec un grand débat, je m'en souviens parfaitement ici.

Le chapitre 1: Du territoire et autres espaces géographiques. Ce décret administratif provisoire a été utilisé pour une campagne brutale de manipulation, dans tous les pays, ils mentent, tous les médias, et c'est un décret administratif provisoire dans le cadre de la Constitution, il ne peut être autrement car la Constitution établit, chapitre 1: Du territoire et autres espaces géographiques. Article 10: "Le territoire et les autres espaces géographiques de la République sont ceux qui correspondent à la Capitainerie Générale du Venezuela avant les transformations politiques commencées le 19 avril 1810 - ici, il reprend presque textuellement la Constitution de 11 et plusieurs constitutions - avec les modifications résultant des traités et des sentences arbitrales non entachées de nullité".

C'est un élément clef qui se trouve dans la doctrine de la Constitution qui, en plus, créent notre force par une doctrine internationale sur les accords et au sujet de l'Esequibo qui est une blessure ouverte ici.

Ensuite, l'article 11 établit: "La souveraineté pleine de la République s'exerce sur les territoires continentaux et insulaires, lacustres et fluviaux, le territoire maritime, les zones maritimes intérieures, historiques et vitales et celles comprises à l'intérieur des lignes droites de base qu'a adoptée ou adopte la République, le sol et le sous-sol de celles-ci,

l'espace aérien continental, insulaire et maritime et les ressources qui s'y trouvent, même les ressources génétiques, celles des espèces migratrices, leurs produits dérivés et les composantes immatérielles qui se trouvent là pour des raisons naturelles."

L'article est long mais précis, je dirais plus que précis, parfait, cet article de la Constitution de 99.

"Le territoire insulaire de la République comprend l'archipel des Monjes, l'archipel de Las Aves, l'archipel de Los Roques, l'archipel de La Orchila, l'île de la Tortue, l'île La Blanquilla, l'archipel Los Hermanos, les îles de Margarita, Cubagua et Coche, l'archipel de Los Frailes, l'île La Sola, l'archipel de Los Testigos, l'île de Patos et l'île d'Aves et en plus, les îles, îlots, cayos et bancs de terre situés dans la mer territoriale ou qui en émergent, dans ce qui couvre la plateforme continentale ou à l'intérieur des limites de la zone économique exclusive."

Et ensuite, bon, on continue à développer ces concepts.

Pourquoi est-ce que j'ai lu - avec la permission de monsieur le président Diosdado Cabello que je n'avais pas demandée - pourquoi est-ce que j'ai lu ces articles? Parce que le décret émanant administrativement, provisoirement, du Ministère de la Défense même, est un décret encadré par la Constitution, par un pays qui considère comme sacré le droit, surtout le droit international et qui a cadré dans cette Constituante ses aspirations historiques et l'exercice de sa souveraineté à tous les niveaux. Je dis plus, au niveau du XXI^e siècle car, parce que c'est un article du XXI^e siècle, parfaitement adapté au XXI^e siècle.

Une campagne que nous avons dû surmonter, comme une côte, brutale. Pour cela, je le dis, une consultation au Tribunal Suprême de Justice en plénière, à travers le Conseil d'Etat, au milieu de cette bataille que nous avons livrée, j'ai réalisé une consultation sur les portées de ce décret, manipulé au niveau international et j'ai demandé un ensemble de recommandations qu'on m'a remis aujourd'hui de bonne heure dans une sentence du Tribunal Suprême de Justice. Le décret en question a été analysé et on m'a fait un ensemble de suggestions pour le perfectionner au niveau national et international, pour l'approfondir, pour l'améliorer dans tous les sens.

Le premier concept de notre plus haut tribunal de justice établit très clairement un critère politique d'Etat, constitutionnel, d'ordre doctrinaire et légal. Il me dit, en tant que chef d'Etat: "Dans ce décret, dont le but n'est pas la délimitation des frontières, on invoque l'obligation de l'Etat concernant l'adoption de mesures nécessaires pour garantir l'indépendance, la souveraineté, la sécurité et l'intégrité du territoire géographique sur la base de la conception stratégique de la défense nationale". Nationale! Quand nous parlons de conception de la défense nationale, c'est dans les zones vitales d'un pays, conformément à ses limites établies légalement, conformément au Droit International, pas au droit de l'empire, avec tous les pays avec lesquels nous avons établi des limites territoriales, maritimes, sous-marines, et avec les méthodes du Droit International, avec ces pays avec lesquels il y a encore des négociations en cours.

Regardez, cette campagne est brutale - vous y avez été mêlés - pas vrai? Dans les différents états du pays, il y a déjà la pré-campagne. Peut-être dans le journal magouilleur de certains, il ne reste pas assez de place pour dire comment sont créées les conditions dans le monde, notre monde, pour un grand conflit qui implique le Venezuela. A cause de cela, ce n'est pas n'importe quoi. C'est pourquoi j'ai tellement insisté sur la nécessité de

réaliser cette session de travail et j'insiste mille fois sur la nécessité de concevoir l'union nationale pour défendre la paix et la souveraineté de notre pays.

Plus loin, cette sentence donne les recommandations suivantes: "En conséquence, on suggère au Conseil d'Etat de présenter devant le citoyen Président de la République des recommandations pour qu'ensemble, dans le concert institutionnel du Pouvoir Public national, on vérifie techniquement le contenu et la portée de ce décret concernant la délimitation par des coordonnées du territoire géographique de la République en ce qui concerne la juridiction des Zones de Défense Intégrale Maritimes et Insulaires (Zodimain), dans la Circonscription des Redimen, des Régions de Défense Intégrale Maritimes et Insulaires dans le contexte de la révision périodique de nos limites territoriales qui composent l'Unité Politique Territoriale de la République, et qui décrit l'Etat démocratique et social de droit, de justice que constitue la République Bolivarienne du Venezuela".

De même, le Tribunal Suprême de Justice dit: "Consulté en cette matière d'une telle importance nationale et régionale, à cause de l'importance de ce sujet, on considère comme pertinent que les objectifs contenus dans le décret en question avant la vérification technique recommandée comprennent, par exemple, le décret avec rang, valeur et force de Loi de la Loi Organique des Forces Armées Nationales Bolivariennes ou au-delà, qu'ils soient reflétés dans un autre texte légal qui pourrait même être un décret Loi sur la base de la Loi Habilitante en vigueur qui développe les principes contenus dans le préambule et dans les chapitres I et II de la Constitution Bolivarienne..."

Le Tribunal Suprême ouvre des voies pour que vous voyez comment un élément qu'ils ont essayé d'utiliser de façon négative contre notre pays nous ouvre de nouveaux chemins pour la ratification de notre souveraineté et pour perfectionner sa défense à travers les Forces Armées et toutes les institutions.

"Considérant ce qui a été exprimé, on réaffirme la régulation judiciaire envisagée par l'Armée Nationale en cette matière de grande importance nationale qui, à cause d'une importance si sensible, pourrait être élevée à un instrument de rang légal qui augmente la pleine validité et la pleine protection des postulats constitutionnels mentionnés dans le développement intégral de la nation."

En ce sens, une fois connue la consultation dûment réalisée devant le Tribunal Suprême de Justice, et réalisant l'ensemble d'évaluations nécessaires, j'ai décidé, en effet, d'élever tout le contenu de ce Décret 1787 au Conseil d'Etat et au Tribunal Suprême de Justice.

Pendant ce temps, en prenant les critères doctrinaires constitutionnels et de la justice de la réclamation de notre pays, j'ai décidé d'émettre un nouveau décret qui se substitue dans toutes ses parties au Décret 1787 et, à partir d'aujourd'hui, sera le Décret 1859 qui fixe tous les éléments constitutionnels légaux et doctrinaires à partir desquels nos Forces Armées Nationales Bolivariennes, je crée les Zones de Défense Intégrale et j'établis leurs tâches dans tous les territoires maritimes de notre pays, dûment et légalement établi.

J'ai donné l'ordre à l'amiral en chef - Carmen Melendez - de publier ce nouveau Décret 1859 demain à la première heure et nous le faisons savoir, je crois que j'abuserais en le lisant complètement.

C'est un décret, je pourrais le dire en langage poétique, c'est un beau décret parce qu'il est né de tout ce débat. Ainsi, nous l'avons blindé dans toutes ses parties pour que ces oligarchies médiatiques financées par Exxon Mobil, et je dis plus, et cette oligarchie de

Bogota, cesse de mentir.

Le temps des abus et des influences de ces oligarchies se termine ici, grâce à Dieu et à la Vierge et à la Révolution Bolivarienne, ce Président que vous voyez ici ne dépend d'aucune oligarchie de Bogota ni d'aucun lieu du monde qui me donne des ordres, qui m'intimide, qui me manipule. Ni avec jupe ni sans jupe, comme dans le passé.

Je le dis parce qu'effectivement, j'ai de très bonnes relations, dans ce cas, avec le président Santos et nous avons une relation fluide avec la Chancellerie au-delà des différends. Que parfois la Chancellerie commette l'erreur, la colombienne, de tomber dans la diplomatie du microphone... J'appelle immédiatement et je le dis au chancelier, appelez le chancelier de Colombie et dites-lui que nous arrivons à un accord qui doit être respecté, pas de diplomatie du microphone. S'il y a un doute sur un certain sujet, nous parlons directement. Si le doute est très important, le chancelier y va ou le chancelier vient ici. Si le doute est plus important, je vais à Bogota ou à Cucuta. Ou le président vient ici s'il y a doute.

Nos relations avec la Colombie sont basées sur le respect et le respect du Droit International. En ce moment, il y a une campagne à Bogota pour essayer de monter le président Santos contre moi, contre le Venezuela. Si je me mets à lire tout ce que j'ai ici qu'on dit tous les jours à Bogota sur moi, sur nous... Dites-moi sur Diosdado. Mon Dieu! La revue *Semana*? Je demande à quelqu'un qui connaît bien les sujets de la Colombie. A qui répond-il? A qui répondent toutes ces télévisions?

Je le dis d'ici, président Santos, nous devons garder les meilleures relations de respect du droit international, de respect entre nos pays au-delà des différences d'ordre idéologique de la façon de voir l'Etat, des politiques que nous pouvons avoir, nous devons continuer à préserver des relations de dialogue direct, de dégagement, de sujets, de coopération.

Ah, mon Dieu! Un jour, on écrira tout ce que nous avons fait et tout ce que nous sommes en train de faire pour notre bien-aimée Colombie, pour qu'elle atteigne la paix, tout ce qui a été fait et tout ce qu'il y a à faire et notre disposition, ma disposition à tout faire, tout ce qu'il faudrait faire pour la paix en Colombie. Quand je dis tout, je dis tout, ce n'est pas une façon de parler.

Quand nous d'ici, du Venezuela, nous disons "tout", c'est tout, au-delà de ce qui est imaginable aujourd'hui. Comment est-ce que dit un des bataillons de l'Armée? "Si c'est possible... c'est fait. Si c'est impossible... nous le ferons". Nous le disons à la Colombie, si la paix est possible, nous aiderons à la faire. Et si elle est impossible, nous aiderons aussi à la faire... Du coup, non à la diplomatie du microphone, chancelière Delcy Rodriguez nous cherchons...

Et je demande au Venezuela, je vous demande à vous qui avez aussi des amis à Bogota, en Colombie. Pouvez-vous imaginer que dans la presse, à la télévision et à la radio du Venezuela, tous les jours on attaque le président Santos? Qu'ici, les médias les plus influents se consacrent à mal parler de la Colombie et à dire des choses, x, je ne veux pas le dire ici parce que j'ai beaucoup d'amour et de respect pour la Colombie.

C'est une chose inouïe ce qui se fait dans les médias de Colombie contre le Venezuela tous les jours, à toute heure. Les médias de la frontière. C'est une promotion permanente de la haine. Je le compare seulement, pour le côté inouï, aux déclarations de Donald Trump contre nous, les Mexicains et les Latino-américains, ça prend le même chemin. Je

crois qu'ici personne n'est d'accord avec Donald Trump, non? Dieu nous vienne en aide!
Dieu te vienne en aide, Maria!

Par exemple, Donald Trump est un raciste extrémiste, il a du mépris envers nous, je crois qu'il est unanimement rejeté par 100% de nous qui sommes ici et de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Bien, ce qu'a fait Donald Trump, l'ont fait en Colombie la revue *Semana*, *Caracol*, *RCN*, *NT-24*, tous les jours contre moi, contre le pays, contre le Venezuela, contre la mémoire du Commandant Chavez, contre le camarade Diosdado, ils arrosent avec les eaux de la haine et ensuite, qui les recueille? Qui recueille ensuite ces eaux empoisonnées?

Je ne vais pas le demander au président Santos parce qu'il va me dire qu'il n'a pas de contrôle là-dessus, et il a raison, il n'a rien à voir avec cela. Mais moi, en tant que Président du Venezuela, si je voyais quelque chose d'incorrect comme ça contre un Président d'un autre pays, j'agiserais un peu bien que ce soit... j'attirerais l'attention au moins, s'il vous plaît, n'encouragez pas la haine contre la Colombie, je le ferais. Qu'ils n'encouragent pas la haine contre le peuple colombien ni contre aucun homme politique de Colombie, vous savez que nous avons beaucoup de différends avec Uribe mais nous, nous n'encourageons pas la haine envers lui, de temps en temps nous faisons attention à lui juste ce qui est nécessaire, techniquement nécessaire, à cause de tout le mal qu'il nous fait mais c'est un différend politique.

S'il m'arrivait de voir le président Uribe, je lui tendrai la main, tranquillement, ensuite, je prends de l'eau bénite, oui. J'ai assez parlé avec le président Uribe quand il était chancelier, de longues heures, parce qu'il me revenait toujours d'aller le chercher à La Guaira et nous montions, la queue jusqu'à l'arrivée et nous parlions. Il y eut aussi de longues heures de réunion avec le Président Chavez, parfois jusqu'à 7 heures, à parler de la paix en Colombie. Uribe voulait que le commandant Chavez aille jusqu'aux montagnes de Colombie parler avec le commandant Marulanda et une fois qu'il serait avec Marulanda, qu'il le convainque de commencer les conversations de paix. Il se présentait là, dans la forêt, Uribe l'a proposé au Commandant Chavez et Chavez était d'accord et il allait le faire.

Parmi beaucoup de choses, j'ai beaucoup de secrets et je ne vais pas mourir avec ces secrets. Un de ces jours, je vais les écrire, j'ai les preuves de tout cela mais que nous permettions, camarades, qu'il y ait une campagne de haine contre un peuple frère ou contre des leaders politiques, non. En Colombie, on consacre des milliers de millions de pesos à conspirer contre moi, contre le Venezuela, à conspirer contre nous. Même l'opposition ne va pas croire que ce qu'ils me font à moi, ils ne vous le font pas à vous parce que je suis aussi votre Président, je suis le Président de ce pays et je suis un citoyen comme vous, certains d'entre vous sont des relations à moi et même pourraient être mes amis, certains d'entre vous.

N'allez pas croire que ce qui se fait à Bogota contre moi n'est pas aussi contre vous, peut-être même que ceux qui agissent contre moi vous méprisent encore plus. C'est juste une réflexion, puisque nous avons l'opportunité de réfléchir ici [à l'Assemblée]. Ce serait vraiment formidable si l'on pouvait dialoguer comme nous le faisons lorsque j'étais député ici.

Maintenant, il y a une campagne terrible et là-bas encore plus. J'ai une vidéo préoccupante, je veux vous la présenter parce qu'il y a quelques mois, nous avons demandé des explications à la Chancelière et au gouvernement de Colombie parce que

l'ex ministre de la Défense, Pinzon, a organisé une manifestation en Colombie où on a parlé du Venezuela et où des porte-paroles de *l'establishment* états-unien, des fonctionnaires formés au Pentagone qui ont été sous-secrétaires de gouvernements très réactionnaires ou messieurs les leaders du *big-party* - grand parti - comme Giuliani ont parlé du plan, ils étaient heureux, un plan dans lequel les militaires colombiens étaient prêts, quand on signerait la paix, l'après-conflit, à venir au Venezuela.

Nous, nous avons demandé une explication officielle au gouvernement de Colombie parce que je sais que ce sont des intrigues du nord, que jamais la Colombie et le Venezuela, jamais dans l'histoire, c'est écrit dans les livres sacrés, jamais nous n'aurions un conflit armé bi-national, jamais, c'est prouvé. Il faut que ce soit refusé mais il y en a qui intriguent, camarades militaires, intriguent, regardez ce cocktail Molotov, une campagne de haine, une intrigue des gringos. Et ensuite, ils déforment un décret, ils créent un incident et c'est le désastre.

A qui bénéficie cette sorte de politique ou d'événements s'ils arrivaient à installer ce scénario? A qui cela bénéficie? Au peuple du Venezuela? Au peuple de Colombie? Aux peuples d'Amérique Latine et des Caraïbes? A personne. A qui cela bénéficie? Aux ennemis de notre Patrie. Ce sont des sujets que nous devons soulever et avec la vérité, aller les dissiper, avec sérénité, avec sécurité, avec fermeté, avec diplomatie, avec clarté, avec des gestes nobles, sur le plan de la diplomatie.

A cause de cela, je suis venu dans cette Assemblée, pour traiter cet ensemble de sujets. Où irais-je sinon ici? Si ce n'est pas à la très souveraine représentation de la volonté populaire, ici à l'Assemblée Nationale, notre Assemblée Nationale, plurielle, diverse. Je suis venu en son coeur plaider la cause de la paix et de la souveraineté de notre pays, frapper à la porte de son coeur pour défendre la paix, le droit de notre peuple à la paix, le droit à la souveraineté pour défendre notre Constitution, pour défendre le droit international, pour continuer d'avancer dans les politiques d'intégration, d'union de l'Amérique Latine, des Caraïbes, les politiques de bon voisinage. Je suis venu pour cela.

Je suis venu le coeur ouvert sachant que dans de nombreux cas, comme vous, compatriotes de l'opposition, nous avons de sérieux antagonismes politiques et nous les résolvons. Le 6 décembre, nous avons un rendez-vous, nous allons voir pour qui vote le peuple. Le peuple votera et décidera et ce qu'il décidera, je lui dirai amen. Si vous gagnez, vous gagnerez très bien, si nous gagnons à nouveau, nous, les forces patriotiques et révolutionnaires, très bien, respect, reconnaissance.

Et je serai ici, le 15 janvier, pour rendre mes comptes de l'année 2015 et certainement, je verrai certains visages qui sont là et d'autres non. Ils s'en iront vers d'autres tâches, la diatribe politique, la diatribe électorale, la bataille des idées, la confrontation de positions, bienvenue.

Parfois on passe un peu la main à mon avis mais bon, nous sommes entre Vénézuéliens, Caribéens, passionnés, et nous bataillons durement. Mais ces sujets, pour l'amour de Dieu, je vous le dis, je vous le dis pour notre peuple, ces sujets, prenons-les avec la plus grande hauteur de vue, une sensibilité patriotique et avec sérieux. Ne l'amenons pas dans la mare du débat électoral, je vous le demande.

Au-delà des différences et des circonstances qui sont les nôtres ici, le pays continue sa marche, ce pays, personne ne va l'arrêter, il a sa propre dynamique, il a sa propre force.

Je veux vous présenter cette vidéo mais c'est grave, elle dure quelques minutes, je pourrais vous montrer l'archive complète, le dossier que nous avons sur l'annonce par les porte-paroles états-uniens, en territoire colombien, de ce que les forces militaires colombiennes préparent pour un conflit avec le Venezuela après avoir signé la paix.

Et j'ai dit, moi, et je ne suis pas un innocent en politique, ni dans la vie, mais j'ai dit, malgré cette intrigue, malgré cela, notre devoir bolivarien, et avec votre permission, notre devoir chaviste, est de travailler et d'aider la Colombie en toute circonstance à obtenir la paix et à surmonter la guerre qui l'a ensanglantée pendant 60 ans depuis qu'ils ont tué Jorge Eliecer Gaitan, paix, paix, paix pour la Colombie, c'est une grande cause américaine.

C'est une grande cause bolivarienne. Certains, j'en suis sûr, ne sont pas d'accord avec cette idée mais combien est juste ce que je dis! Et ce doit être la position de l'Etat, la position du pays, du reste, nous nous en occuperons après, de garantir que l'intrigue ne fructifie pas là, de garantir que la classe politique colombienne ait une relation raisonnable avec le Venezuela et nous respecte. Et de garantir que personne ne touche au Venezuela, de cela, nous nous en chargeons, que personne ne touche jamais au Venezuela. Et le peuple colombien s'en chargera aussi, le cas échéant.

Regardez, une diffusion publique avec la présence officielle du Ministre de la Défense, deux porte-paroles états-uniens, une femme pion du Pentagone et de la NSA - National Security Agency - . Ce sont des fonctionnaires au plus haut niveau qui exercent les fonctions de conseillers des Etats-Unis et à tout moment reviennent à des charges de haut niveau. Et monsieur Giuliani aussi, on les appelle comme conseillers pour l'après-conflit et le seul qu'ils pointent, c'est au Venezuela. Des sujets qu'il faut soulever, citoyenne chancelière, dont il faut se débarrasser et éviter la diplomatie des microphones, les aborder de manière directe, s'en débarrasser, créer une conscience, alerter et toujours défendre notre Patrie, la défendre, la protéger, garantir la paix en tant que grande garantie du développement.

Enfin, président de l'Assemblée Nationale, camarade Diosdado Cabello, députés, députées, magistrats, présidents d'universités, hauts fonctionnaires de l'Etat, dirigeants des partis politiques de l'opposition et du Grand Pôle Patriotique, après la recommandation du Tribunal Suprême de Justice et l'analyse du Conseil d'Etat, il m'a paru judicieux de promulguer une loi habilitante qui permette de réagir face à ces multiples provocations, face à la tentative de mettre en place des provocation pour arrêter l'avancée du Venezuela, pour arrêter l'avancée de l'union latino-américaine et des Caraïbes, pour mettre la main sur notre pays. Pour réagir sur tous ces sujets, je suis en train de publier, de signer immédiatement une loi habilitante avec rang, valeur et force de loi pour créer une commission présidentielle institutionnelle de l'Etat vénézuélien pour traiter tous les sujets concernant les frontières de notre pays avec nos voisins d'Amérique Latine, des Caraïbes dans les affaires encore en cours, pour résoudre les problèmes et délimiter les frontières, au-delà de l'affaire de l'Esequibo dont j'ai abondamment parlé aujourd'hui.

Cette Loi Habilitante établit la création d'une seule et unique Commission d'Etat de rang Présidentiel pour qu'elle s'occupe de chacun de ces sujets. Il y aura une secrétaire technique. Cette Commission Présidentielle Nationale sera dirigée par le vice-président exécutif, le camarade Jorge Arreaza et, en plus, je convoque pour qu'ils participent à la Commission Présidentielle Nationale pour les Frontières les ministres du Pouvoir Populaire des Relations Extérieures, de la Défense, du Bureau de la Présidence de la République, le président ou la présidente du Tribunal Suprême de Justice et un représentant désigné par l'Assemblée Nationale pour que le plus haut niveau de l'Etat soit

représenté, tant en ce qui concerne le Pouvoir Judiciaire que le Pouvoir Législatif.

Et cette Commission nous permet de nous orienter correctement sur la base du droit international, sur la base de relations bilatérales constructives, de rechercher des négociations qui nous permettent de résoudre tous les problèmes.

C'est ainsi que je vais procéder immédiatement, avec votre permission, monsieur le président, en utilisant les pouvoirs habilitants pour la défense de la paix, de la souveraineté que vous avez approuvés en mars quand a été promulgué le décret menaçant du président Obama contre le Venezuela. Vous avez approuvé la Loi Habilitante jusqu'au 31 décembre et c'est la première pour défendre la souveraineté et la paix du pays que je vais signer au nom du peuple du Venezuela.

Une loi habilitante pour la paix, pour la souveraineté, pour que j'aie exécuter et compléter en ensemble de mesures intérieures, nationales, populaires et d'Etat et que nous allions compléter un ensemble de mesures internationales pour garantir et protéger la paix de notre pays, protéger et défendre les droits les plus justes, la lutte historique pour l'Esequibo, protéger les négociations internationales dans le cadre du droit international et protéger en particulier l'union de l'Amérique Latine, l'union des Caraïbes parce que notre région et notre pays doit continuer à suivre les chemins de la construction de la nouvelle puissance latino-américaine et caribéenne, une puissance de paix qui surmonte les vieilles blessures du colonialisme.

Et pour ne pas permettre que les empires d'aujourd'hui nous infligent de nouvelles blessures, nous submergent d'intrigues, de haine et encore moins de guerre.

La paix, la paix, la paix sera notre port, sera notre vie! Et sera aussi notre victoire!

Merci beaucoup, chers compatriotes, merci beaucoup, députés, députées, magistrats, hautes autorités de l'Etat vénézuélien.

Nous allons activer toutes les initiatives populaires, politiques et institutionnelles, pour traiter ces sujets importants pour la République.

Bonne nuit, bonne nuit à tous.